

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 SAINT-ÉTIENNE

SAINT-ÉTIENNE, le 09/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/01/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CARRIERES DE SAVY SA

lieudit Savie
42330 Chambœuf

Références : UID4243 MEA 024 0005
Code AIOT : 0006101298

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/01/2024 dans l'établissement CARRIERES DE SAVY SA implanté Savie 42330 Chambœuf. L'inspection a été annoncée le 18/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été réalisée dans le cadre de la vérification des suites données à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 juin 2022 et en particulier concernant l'article 22 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 février 2015 (restitution de la bande des 10 mètres le long de la route).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES DE SAVY SA
- Savie 42330 Chambœuf
- Code AIOT : 0006101298
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrières de Savy exploite une carrière de roche dure (granite et gneiss) sur les communes de Saint-Médard-en-Forez et de Chamboeuf. Elle produit des granulats destinés au secteur du BTP, notamment sur les chantiers de terrassement et des blocs d'enrochement (aménagement paysager).

La carrière a été autorisée en dernier lieu par un arrêté préfectoral du 5/02/2015 pour une durée de 12 ans.

Suite à une plainte, une inspection a été réalisée le 2 mai 2022 et a été suivie d'un arrêté préfectoral de mise en demeure le 7 juin 2022.

L'inspection réalisée le 3 octobre 2023 n'avait pas permis de lever toutes les non-conformités et avait donné lieu à un arrêté préfectoral rendant l'exploitant redevable d'une astreinte financière différée de 3 mois (AP du 21/11/2023).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites données à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 juin 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions

- complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Sécurité	AP de Mise en Demeure du 07/06/2022, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la dernière inspection du 17/10/2023, l'exploitant a modifié son projet de réhabilitation de la bande des 10 mètres le long de la route rendu possible grâce à une entrée importante de remblai. L'exploitant a procédé au recul des pistes internes et au rétablissement d'un talus permettant de retrouver une bande large de plus de 10 mètres depuis l'accotement de la route.

L'inspection du 4 janvier 2023 a permis de vérifier la conformité du site à l'article 22 de l'arrêté préfectoral d'autorisation. La liquidation de l'astreinte financière n'est donc pas prononcée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sécurité

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/06/2022, article 1
Thème(s) : Autre, Distance limite
Prescription contrôlée : De respecter sous 6 mois: 1°) les dispositions prévues à l'article 22 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 février 2015 en rétablissant une bande de sécurité de 10 mètres entre le bord de l'excavation et la route au niveau de la parcelle cadastrée 23. 2°) les dispositions prévues à l'article 22 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 février 2015 en rétablissant une bande de sécurité de 10 mètres entre le bord de l'excavation et la limite d'autorisation au niveau des parcelles 1108 et 1658 par acquisition foncière. A défaut, et en justifiant l'impossibilité de l'acquisition foncière, l'exploitant fera réaliser une étude géotechnique

par un organisme compétent qui devra intégrer :

- une étude de la stabilité des fronts à long terme, dans le cadre du réaménagement du site,
- une étude des conséquences de l'extraction au pied des fronts au niveau de la parcelle 1108,
- le cas échéant, les préconisations à mettre en œuvre pour assurer la stabilité à long terme et pour la poursuite de l'extraction sur la parcelle 1108.

Article 22 de l'AP du 5 février 2015:

Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Constats :

1/ Parcelle 23 :

Lors de l'inspection du 3 octobre 2023, le constat avait été que le talutage opéré n'était pas suffisant pour rétablir la bande des 10 mètres.

Un arrêté rendant redevable d'une astreinte administrative a donc été pris le 21/11/2023 (astreinte journalière de 500 euros différée au 1er janvier 2024, accordant ainsi un délai supplémentaire de 3 mois).

Lors d'une inspection réalisée le 17/10/2023, un point a été fait sur les dispositions prises concernant la restitution de la bande de sécurité le long de la route.

L'exploitant proposait les travaux suivants :

- le réhaussement de l'enrochement existant sur environ 1,6 mètres,
- la création d'un enrochement supplémentaire sur environ 9 mètres de long et variant entre 2,5 et 4,2 mètres de hauteur.

Comme annoncé dans un courriel du 12/12/2023, l'exploitant a modifié son projet suite à l'obtention d'un chantier de remblai de 15 000 tonnes. Cette quantité de matériaux lui a permis :

- de reculer les pistes d'accès au sommet de la carrière et au fond,
- de supprimer l'enrochement préexistant et de le remplacer par un talus plus large.

Le jour de l'inspection du 4 janvier 2024, il a été constaté la reconstitution d'un large talus depuis le bassin de décantation à l'entrée de la carrière et sur une longueur d'environ 80 mètres. Le piquetage de la distance de 10 mètres depuis l'accotement de la route permet de constater que le talus restitue une largeur supérieure à 10 mètres.

L'exploitant a fourni toutes les coupes réalisées avec l'état des lieux en septembre 2023 et l'état des lieux en décembre 2023.

L'exploitant prévoit un ensemencement de ce talus pour le végétaliser et le consolider.

2/ Parcelle 1108 :

L'exploitant a transmis la proposition d'acquisition foncière (avec l'accusé réception). Cette proposition a bien été réceptionnée par la propriétaire qui a répondu par lettre du 4 novembre 2023.

Suite à l'étude géotechnique réalisée par le bureau d'étude ABO GEO+ Environnement, l'exploitant doit **reprenre dans une procédure interne les préconisations faites.**

3/ Parcelle 1658 :

Lors des dernières inspections, il avait été constaté des travaux de restitution de la bande des 10 mètres, dans la continuité du terrain naturel.

L'exploitant a procédé à un remblayage et talutage par une entreprise extérieure. Les travaux ont concerné également la pointe Est du site. La préparation du terrain avait été réalisé en vu de la plantation d'arbres ainsi qu'un semis.

Lors de l'inspection du 4 janvier 2024, il a été constaté la plantation des arbres. La facture du paysagiste a été transmise.

Le semis doit toutefois être complété.

Par ailleurs l'exploitant établira un état des lieux de la remise en état au regard de l'arrêté préfectoral ainsi que la prévision des travaux sur l'année 2024. Cet état des lieux est transmis à l'inspection dans un délai d'un mois.

Type de suites proposées : Sans suite